

**Philippe Van Parijs**

**Néo-libéralismes, libéralisme et développement  
(Résumé)**

Colloque "Les nouvelles Questions Sociales"  
organisé par l'Université Volante Internationale  
et l'Institut Supérieur du Travail  
Louvain-La-Neuve, 2-4 juin 1988

1. Ce qu'on appelle en Europe le "néo-libéralisme" regroupe un ensemble relativement disparate de discours, théories, doctrines, arguments qui réclament qu'un rôle plus important soit dévolu au marché - et, par conséquent, un rôle moindre à l'Etat -

(a) soit afin d'atteindre un compromis entre l'efficacité et l'égalité bien meilleur que celui auquel a conduit à terme le prétendu consensus social-démocratique: c'est l'objectif que l'on retrouve notamment chez les monétaristes, chez les partisans de la dérégulation, chez les économistes de l'offre ou encore dans les analyses économiques de la bureaucratie et du système politique - avec des implications plus ou moins modérées;

(b) soit afin de donner à la liberté la place centrale qui lui revient: c'est l'objectif que mettent en avant depuis longtemps les écrits doctrinaux d'économistes néo-libéraux de premier plan (Wallich, *The Cost of Freedom*, 1960; Hayek, *The Constitution of Liberty*, 1960; Friedman, *Capitalism and Freedom*, 1962) et auquel les philosophes et économistes libertariens (Rothbard, Hospers, Nozick, Buchanan, etc.) se sont efforcés de donner une formulation rigoureuse - avec des implications plus ou moins radicales.

2. Au défi constitué par la pensée néo-libérale ainsi circonscrite, il n'est pas trop difficile de répondre, en restant sur le terrain même de la pensée libérale en un sens large,

(a) que la conception libertarienne de la société libre est intenable, celle-ci ne pouvant être raisonnablement conçue que comme une société qui donne à chacun, autant qu'il est possible, le droit et les moyens de mener sa vie comme il l'entend (voir notamment les écrits de Rawls, Barry, Dworkin, Sen, et, en français, *Individu et justice sociale*, Seuil - Points, 1988) - ce qui permet de faire place non seulement à la liberté, mais aussi à l'égalité et à l'efficacité, et de les articuler d'une manière précise;

(b) que si pareille conception d'une société et d'une humanité libres exige incontestablement une redistribution étatique (ou supra-étatique) massive, chronique et inconditionnelle de pouvoir d'achat entre individus et entre régions du monde, par contre un certain nombre des arguments néo-libéraux recommandant, sur telle ou telle question spécifique, un recours plus important au marché, peuvent être parfaitement fondés, et qu'il incombe par conséquent aux partisans de chaque intervention, de chaque prohibition, de chaque subvention étatiques (y compris éventuellement l'appropriation publique des principaux moyens de production) d'accréditer son efficacité quant à l'objectif de donner à chacun une liberté réelle maximale.

3. La position "libérale" (au sens américain du terme) esquissée dans le point précédent me semble très robuste - bien plus robuste en tout cas que chaque composante du néo-libéralisme - face aux objections conjuguées de ceux qui attachent une grande importance à la liberté, à l'égalité et à l'efficacité. Elle n'en prête pas moins le flanc - au même titre que les néo-libéralismes et en raison même du "libéralisme" (en un sens plus abstrait) qu'elle partage avec eux - à un ensemble d'objections qui me semblent particulièrement pertinentes dans le contexte de ce colloque et dont voici les principales:

(a) donner à chacun la liberté réelle la plus grande possible de mener sa vie comme il l'entend peut très bien être contreproductif, au niveau national comme au niveau planétaire, en termes de bonheur, en raison d'un phénomène de frustration relative (cf. par exemple Illich, Fred Hirsch, Boudon);

(b) donner à chacun pareille liberté conduit irréparablement à disloquer toute communauté stable et ainsi à miner les traditions dont elle est le support (cf. Sandel, Macintyre et la critique dite *communitarian* du libéralisme);

(c) donner pareille liberté à chaque homme ou femme actuellement vivant implique aussi que l'on ignore entièrement non seulement les droits, ou du moins les intérêts, des générations humaines futures, mais aussi ceux des autres espèces, voire de la Terre elle-même (cf. Singer, Routley et toute la littérature de *l'environmental ethics*);

(d) le libéralisme suppose que l'éthique se réduit à la philosophie politique, que les obligations morales se réduisent au respect des droits d'autrui, reléguant ainsi dans l'indifférence normative ou l'arbitraire des options personnelles la plupart des choix humains.

Ces objections sont certainement pertinentes. Mais le libéralisme au sens indiqué (qui ne préjuge pas, par exemple, du choix entre capitalisme et socialisme) n'en est-il pas moins incontournable?

1.5.1988